

# Une analyse macro et microéconomique du pouvoir d'achat en France

*Une mise en perspective du quinquennat*

Conférence de Presse – 17 mars 2022

## ❑ **Sujet central : 1<sup>ère</sup> préoccupation des Français**

- ❑ Malgré la guerre en Ukraine

## ❑ **Exercice délicat à réaliser car quinquennat heurté par la crise de la Covid-19...**

- ❑ Nécessite d'isoler les mesures d'urgences des mesures pérennes

## ❑ **...et la forte hausse des prix de l'énergie à partir du second semestre 2021**

- ❑ Etude intègre les effets de la hausse des prix de l'énergie de fin 2021 mais pas les effets de la guerre en Ukraine et les nouvelles mesures annoncées (baisse de 15c/l et mesures de résilience)

## ❑ **Comparaison complexe entre les différents mandats présidentiels**

- ❑ Difficulté de séparer les effets liés à la conjoncture internationale de ceux liés aux mesures prises durant le quinquennat
- ❑ Analyse des données sur le pouvoir d'achat sans prise en compte d'effets macroéconomiques complexes en retour (contraintes budgétaires, arbitrages inter-temporels, environnement monétaire, gains en capital...)

- ❑ **Les évolutions du pouvoir d'achat dépendent des mesures socio-fiscales...**
  - ❑ Nécessite de prendre en compte le bon périmètre des mesures et les montants à évaluer
    - Choix de prendre les mesures ayant un impact uniquement sous le quinquennat d'E. Macron quelle que soit la date de la décision
    - Elasticités sur les taxes comportementales (tabac) ou l'énergie, taux de recours à certaines mesures sociales...
    - Pose la question du contrefactuel et l'évaluation de certaines mesures
  
- ❑ **...et des revenus du travail, du capital...**
  - ❑ Impact des évolutions du marché du travail (emploi, salaires) et des revenus du capital
    - Prise en compte de fait dans l'analyse macroéconomique...
    - ...mais aussi dans l'analyse microéconomique (**la grande nouveauté !**) : prise en compte de la dynamique de l'économie, notamment à travers les évolutions du marché du travail, dans la distribution des revenus.
  
- ❑ **...mais aussi des prix et des évolutions démographiques**
  - ❑ Quelle bonne mesure des prix pour mesurer le pouvoir d'achat ?
    - *Policy Brief* à venir sur le sujet (F. Geerolf)
  - ❑ Evolution de la structure des ménages, des ratios démographiques
    - Evolution du nombre de ménages et d'unités de consommation

- ❑ **Comparaison historique du pouvoir d'achat dans les principaux pays de la ZE**
- ❑ **Les évolutions du pouvoir d'achat des ménages en France depuis 1990**
  - ❑ Analyse sur longue période et comparaison des évolutions durant les différents mandats
  - ❑ Contribution des différentes composantes aux évolutions macroéconomiques
    - Focus sur les effets des revenus du travail sur le pouvoir d'achat (emploi, salaires...)
    - Analyse détaillée des effets liés au système fiscal et social (mesures discrétionnaires et effets mécaniques)
- ❑ **Impact sur les niveaux de vie des mesures socio-fiscales prises au cours du quinquennat (analyse statique)**
- ❑ **La prise en compte des créations d'emploi sur les niveaux de vie**
- ❑ **Analyse de effets sur les inégalités de niveau de vie dans un cadre dynamique**
  - ❑ Mesures socio-fiscales, évolution de l'emploi depuis le début du quinquennat
- ❑ **Impact du choc d'inflation de 2021**
  - ❑ Quel effet selon les niveaux de vie et quel impact de l'indemnité inflation et du chèque énergie

## ...et 9 encadrés qui méritent d'être signalés

### □ Analyse macroéconomique

- **Les comptes d'agents, dont ceux des ménages pendant la crise Covid-19**
  - Un pouvoir d'achat préservé, une forte hausse de l'épargne mais des déficits publics accrus
- **Le RDB et le RDB ajusté des ménages**
  - Les transferts en nature aux ménages (santé, éducation...) augmentent le pouvoir d'achat sur 30 ans.
- **L'évolution des taux de PO sur les ménages et des entreprises sur la période 1995-2022**
  - Des écarts significatifs dans les évolutions sur la période 2010-2018 mais arrêt de la divergence depuis 2019
- **Le pouvoir d'achat et l'enquête sur la situation financière des ménages**
  - Une corrélation positive mais relativement faible.

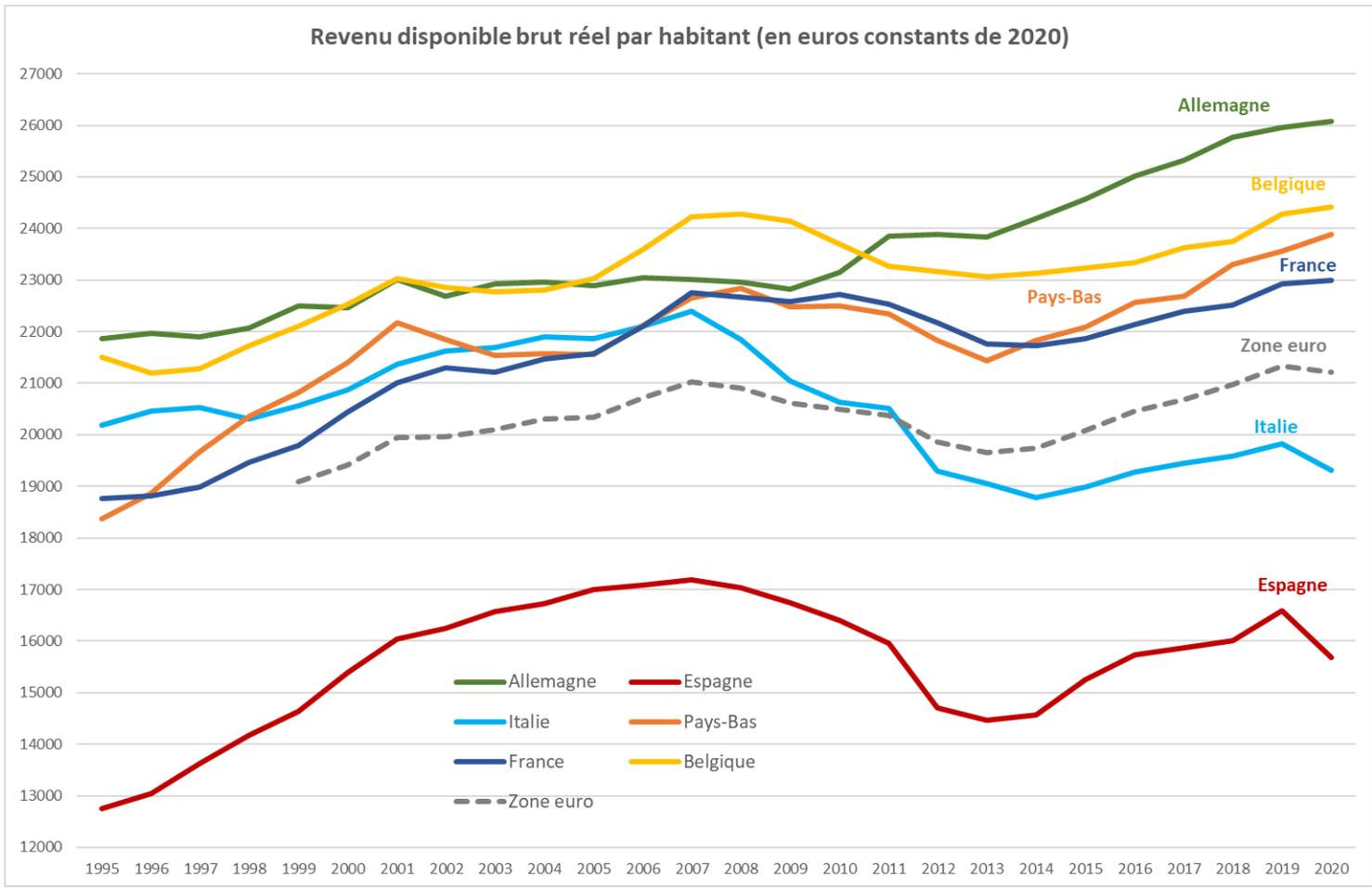
### □ Analyse microéconomique

- **Les mesures d'urgence de 2020**
  - Des effets conséquents pour limiter la hausse de la pauvreté
- **L'impact redistributif des mesures socio-fiscales, un consensus global.**
  - Comment expliquer les différences de résultats entre les différents instituts (OFCE, DG Trésor, IPP)
- **L'évaluation d'une réforme fiscale avec un modèle de micro-simulation**
  - Encadré méthodologique sur les difficultés de l'évaluation des mesures et du contrefactuel retenu
- **Les effets différenciés des créations d'emploi selon le type d'emploi créé**
  - Encadré méthodologique sur l'intégration des effets des créations d'emplois sur la distribution des revenus
- **L'utilisation de l'enquête Budget des Familles pour évaluer l'hétérogénéité du choc d'inflation**
  - Encadré méthodologique

# Les principaux résultats macroéconomiques

# Comparaison historique de la France avec ses partenaires de la ZE

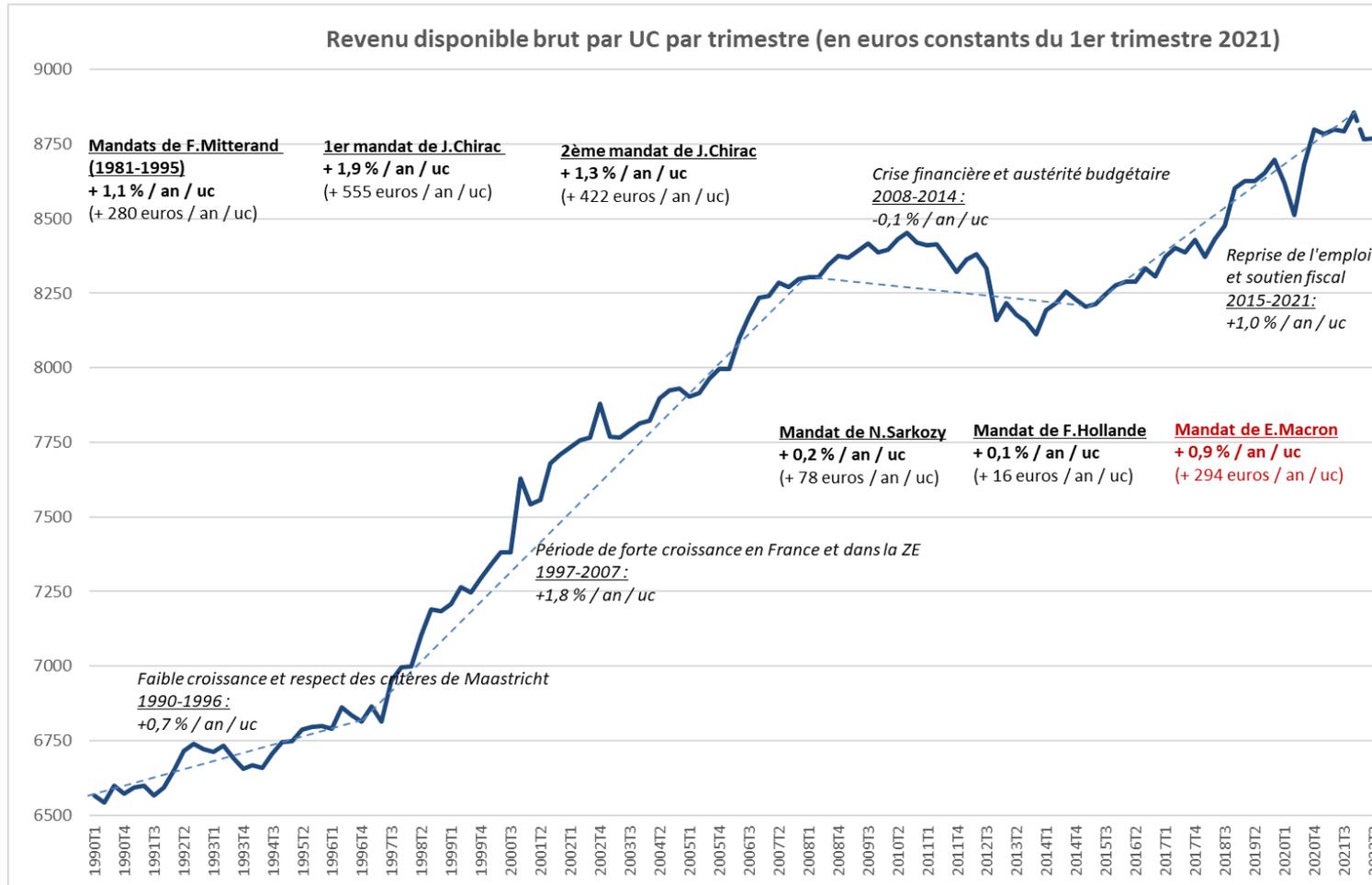
- ▣ **La position relative de la France au sein des grands pays de la ZE a peu évolué depuis 1995**
  - ▣ Contrairement à l'Italie
- ▣ **Avec un forte rupture pour tous les pays de la ZE à partir de 2008**
  - ▣ A l'exception de l'Allemagne

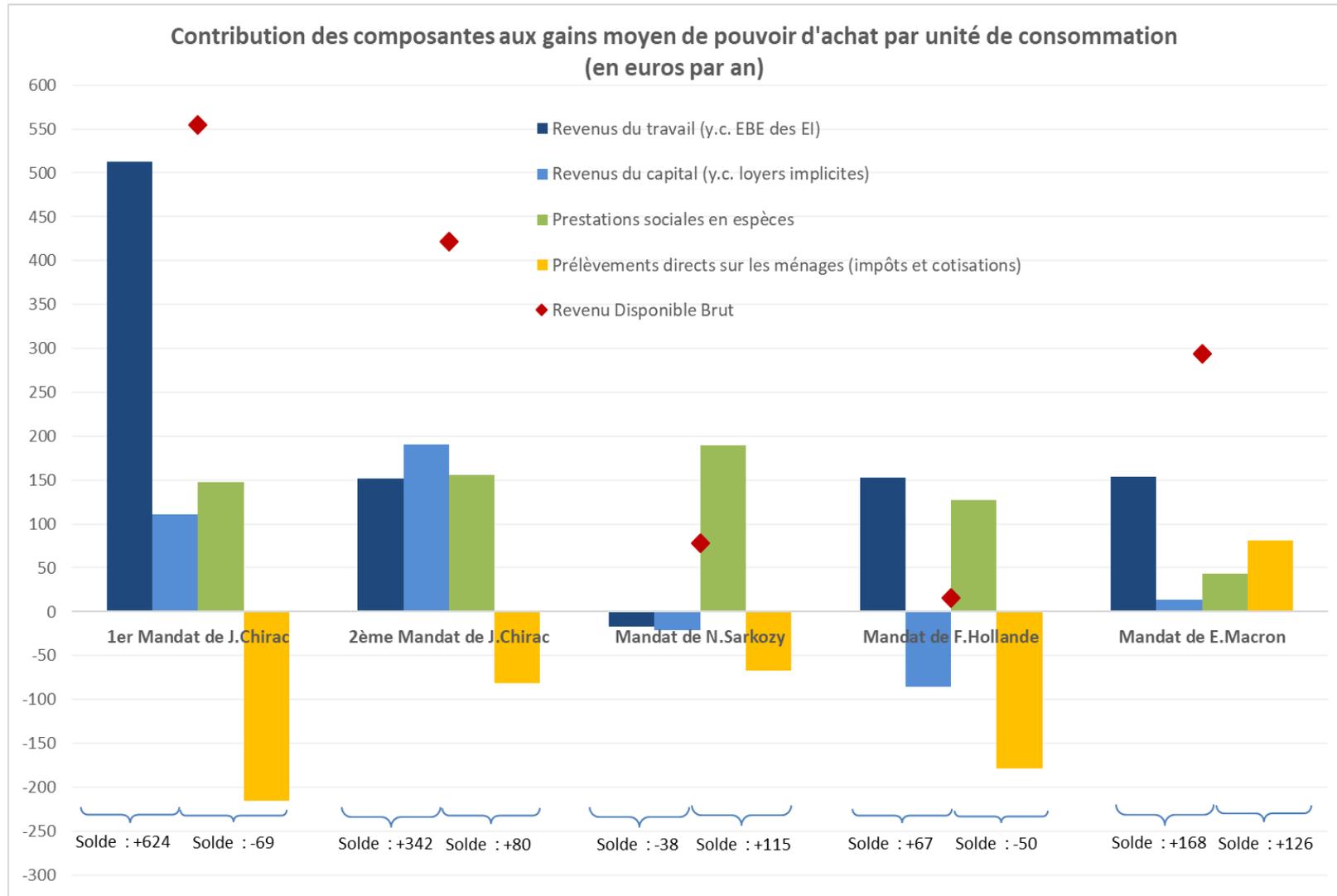


Sources : Insee, OCDE, calculs OFCE

# Trente ans d'évolution du pouvoir d'achat des ménages

- ❑ Marquée par 4 phases distinctes
- ❑ **Quinquennat d'E. Macron : un gain annuel moyen de + 0,9 % / an par UC**
  - ❑ Près de 300 euros par an par uc en moyenne
    - Evolution proche de la moyenne observée ces 30 dernières années
  - ❑ Des gains moyens supérieurs à ceux des 2 quinquennats précédents mais plus faibles qu'avant 2007





- ❑ **L'emploi contribue positivement aux gains de pouvoir d'achat par UC sur le quinquennat...**
  - ❑ Ce qui n'était pas arrivé au cours des 3 quinquennats précédents (le nombre d'emploi par UC a baissé de 2002 à 2016)
  - ❑ La déformation de la pyramide des âges et l'évolution de la structure des ménages a un effet sur le ratio Emploi / UC
- ❑ **...mais les revalorisations réelles des revenus du travail sont faibles**
  - ❑ Moins de 70 euros par an par UC (contre 150 à 190 euros pour les quinquennats précédents)



- ❑ **Le système socio-fiscal a contribué positivement au pouvoir d'achat**
  - ❑ Malgré la faible contribution des prestations sociales aux gains de pouvoir d'achat
- ❑ **...en raison des mesures de baisse des prélèvements fiscaux et sociaux sur les ménages**
  - ❑ Les mesures discrétionnaires ont généré un gain de près de 120 euros / an / UC
  - ❑ Contribution très positive de cette variable par rapport aux mandats précédents

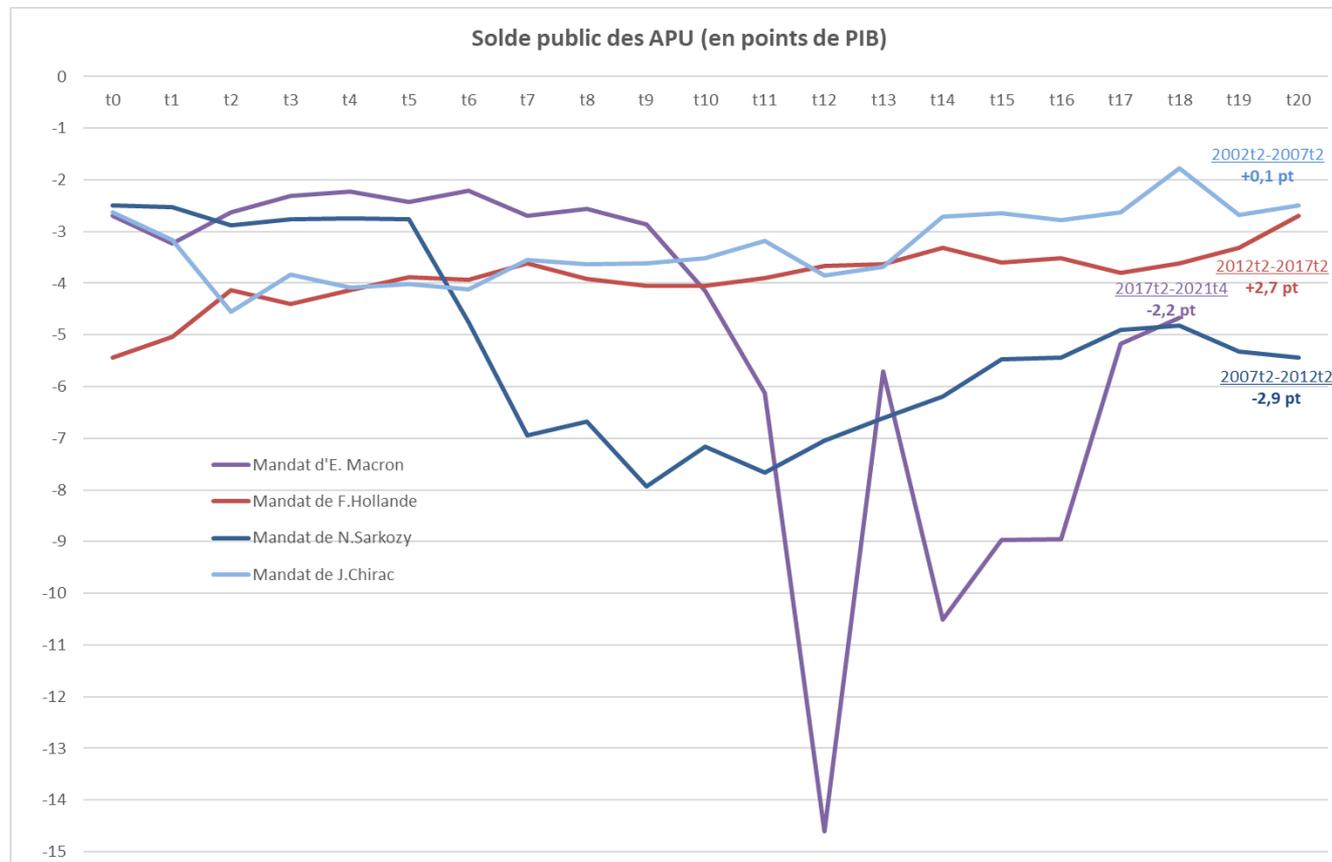
Tableau. Contribution des prélèvements fiscaux et sociaux directs à la variation annuelle moyenne du RDB réelle des ménages

En euros par unité de consommation

	Mesures discrétionnaires	Effet d'assiette	Total Prélèvements fiscaux et sociaux directs sur les ménages
1995t2 – 2002t2 1er mandat de J. Chirac	-62	-154	-215
2002t2 – 2007t2 2e mandat de J. Chirac	9	-90	-81
2007t2 – 2012t2 Mandat de N. Sarkozy	-32	-36	-67
2012t2 – 2017t2 Mandat de F. Hollande	-140	-38	-178
2017t2 – 2022t2 Mandat d'E. Macron	117	-36	82

## ■ Une hausse du déficit public de 2,2 points de PIB entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2017 et la fin 2021

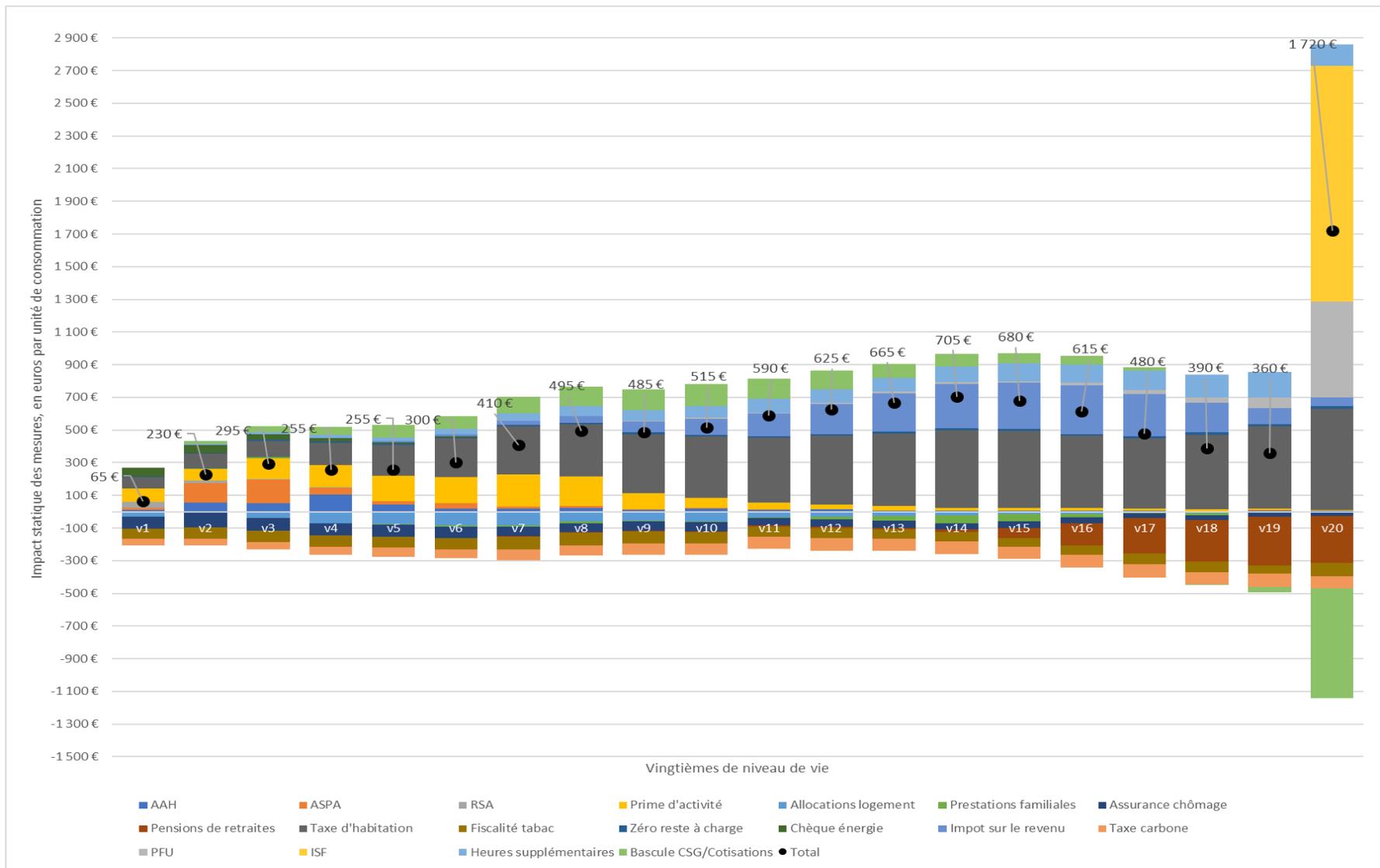
- Peu d'effet des mesures d'urgence sur le déficit public à la fin 2021 mais un déficit d'activité (de l'ordre d'1,5 % de PIB)
- Au soutien fiscal aux ménages s'ajoute les mesures d'allègement fiscal aux entreprises
  - Environ 1,1 point de PIB sur le quinquennat (baisse d'IS, réduction des impôts sur la production, transformation CICE)



# Effets des mesures socio-fiscales prises au cours du quinquennat

- ❑ **Objectif** : simuler l'effet statique de premier ordre des mesures socio fiscales mises en place entre 2017 et 2022
  
- ❑ **Méthode mobilisant le modèle de microsimulation *Ines*** :
  - ❑ Sources : Insee, Enquête Revenus fiscaux et sociaux 2017 (actualisée 2019), Enquête Patrimoine 2014-2015, Enquête Budget de famille 2017 ; DGFIP, ISF 2017, Pote 2017 ; Insee-Drees-Cnaf, modèle Ines 2019.
  
  - ❑ Comparaison de deux législations :
    - Législation 2017 (vieillies jusqu'en 2022) sans réforme socio fiscales
    - Législation 2022 avec l'ensemble des réformes permanentes simulées
  
  - ❑ Même population d'intérêt (celle de 2019) et donc même revenus primaires, même démographie, ...

# Impact statique de 1<sup>er</sup> ordre des mesures socio-fiscales sur le revenu disponible des ménages, par vingtième de niveau de vie (en euros par unité de consommation)

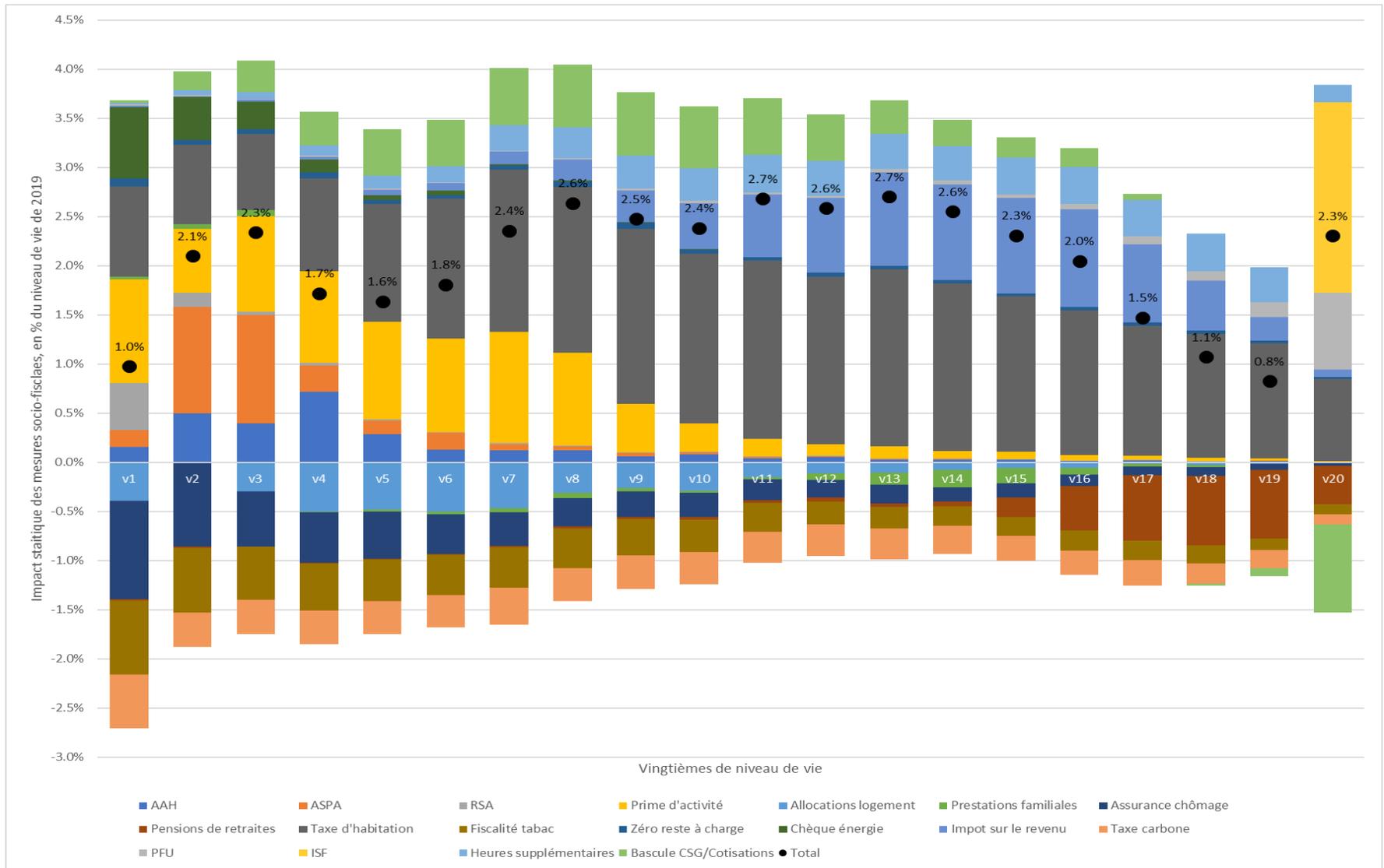


**Lecture** : En moyenne, le revenu disponible des ménages appartenant au 5 % les plus aisés augmente de 1 720 euros par unité de consommation si l'on applique la législation en vigueur de 2022 au lieu de celle prévalant en 2017.

**Champ** : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage ordinaire dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

**Sources** : Insee, Enquête Revenus fiscaux et sociaux 2017 (actualisée 2019), Enquête Patrimoine 2014-2015, Enquête Budget de famille 2017 ; DGFiP, ISF 2017, Pote 2017 ; Insee-Drees-Cnaf, modèle Ines 2019, calculs OFCE.

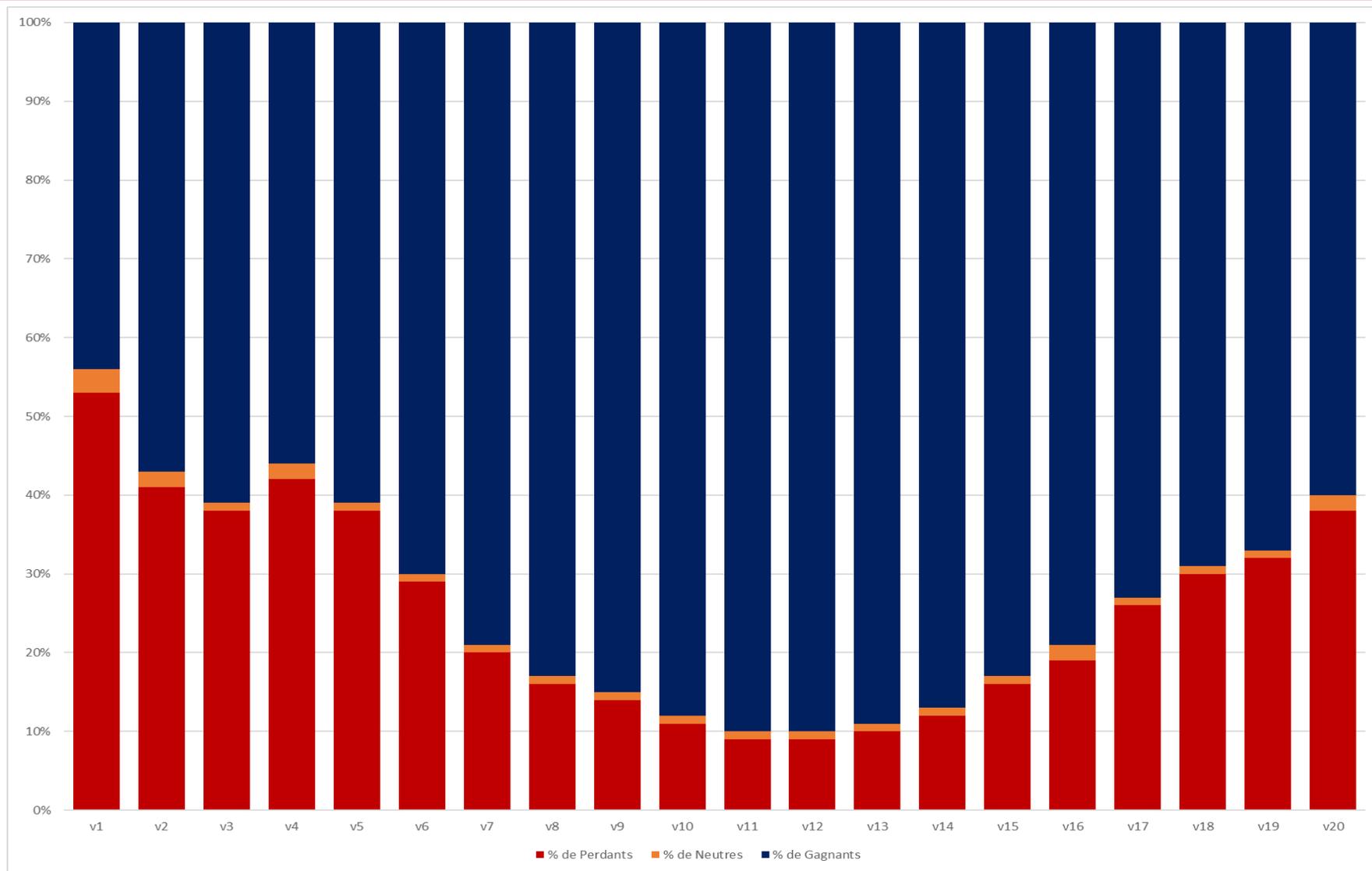
# Impact statique de 1<sup>er</sup> ordre des mesures socio fiscale sur le revenu disponible des ménages, par vingtième de niveau de vie (en % du niveau de vie)



**Lecture** : En moyenne, le revenu disponible des ménages appartenant au 5 % les plus aisés augmente de 2,2 % euros si l'on applique la législation en vigueur de 2022 au lieu de celle prévalant en 2017.

**Champ** : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage ordinaire dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

**Sources** : Insee, Enquête Revenus fiscaux et sociaux 2017 (actualisée 2019), Enquête Patrimoine 2014-2015, Enquête Budget de famille 2017 ; DGFIP, ISF 2017, Pote 2017 ; Insee-Drees-Cnaf, modèle Ines 2019, calculs OFCE.



**Champ :** France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

**Source :** Insee, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2017 (actualisée 2019) ; modèle Ines 2019. Calculs des auteurs.

**Lecture :** Toutes choses égales par ailleurs, 47% des ménages du premier vingtième de niveau de vie (les 5% les plus pauvres) auraient perdu à la mise en place de réforme socio fiscale depuis 2017 (au moins 0.1% de leur niveau de vie).

## ❑ Hypothèses fortes sur la construction du contrefactuel :

- ❑ Quelle indexation des pensions ou des prestations (salaires ? Inflation ?) ?
- ❑ Quelle dynamique des revenus du patrimoine (voir Encadré Document de travail) ?

## ❑ Evaluation qui ne porte que sur les mesures ayant un impact direct sur le revenu disponible des ménages :

- ❑ Cela écarte certaines mesures comme la baisse de l'impôt sur les sociétés (IS) ou la transformation du CICE en baisse de cotisations sociales par exemple.
- ❑ Ces deux mesures auront des effets indirects sur les ménages, différenciées selon les déciles, par des créations ou destructions d'emplois, des évolutions de salaires, des distributions de dividendes ou des baisses de prix de produits consommés.
- ❑ En modifiant le rendement du capital ou la fiscalité relative du travail et du capital, ces mesures peuvent aussi modifier les comportements d'épargne ou les choix d'investissement et avoir des effets différenciés dans le temps.

## ❑ Prise en compte limitée des effets de comportement :

- ❑ Les hausses de la fiscalité écologique ou sur le tabac qui ont pour vocation de réduire significativement la consommation des biens taxés et d'accroître le bien-être des individus.
- ❑ La réforme de la fiscalité du capital a pour vocation de changer les comportements d'investissement.

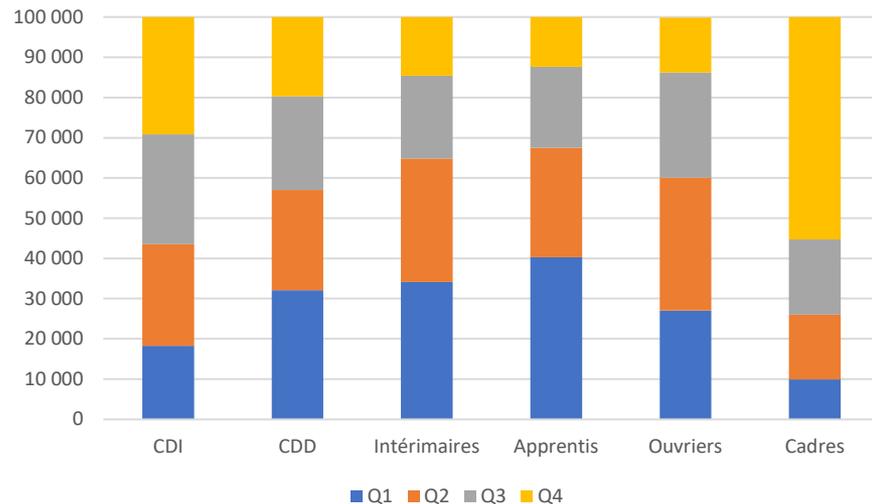
## ❑ Pas de prise en compte des dynamiques macroéconomiques à l'œuvre sur longue période :

- ❑ L'exercice visant à mesurer l'impact redistributif des réformes socio-fiscales a un sens lorsqu'il est réalisé avec un pas de temps annuel, sa réalisation sur la durée d'un quinquennat a de nombreuses limites.
- ❑ L'une d'elle est qu'il ne permet pas d'appréhender les dynamiques de revenus primaires, c'est-à-dire avant redistribution.

# Tentative de mesure des effets de l'amélioration de l'emploi en sein de la distribution des niveaux de vie

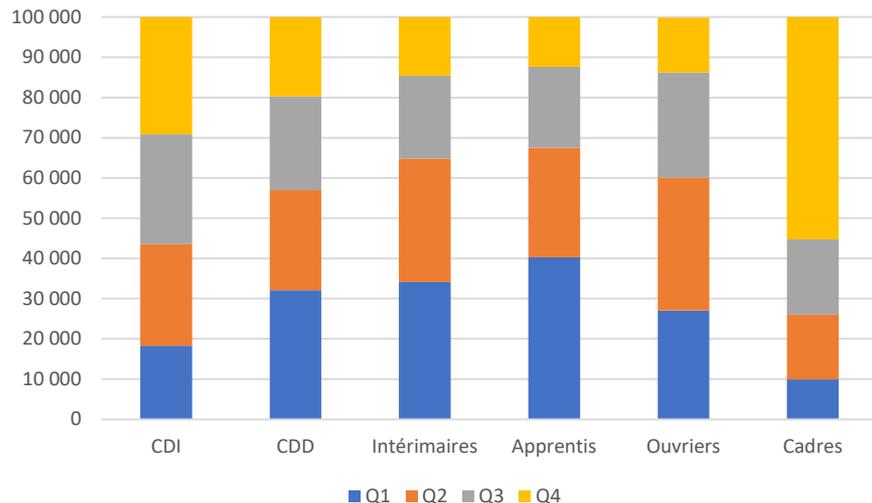
- ❑ **Objectif** : simuler les effets de la création de 100 000 emplois selon le type d'emploi créé et la place des individus dans l'échelle de niveaux de vie.
- ❑ **Méthode mobilisant l'enquête *Emploi en continue* de l'Insee**:
  - ❑ Augmentation du poids dans l'enquête des actifs occupés de 100 000 unités tout en maintenant la structure de la population en âge de travailler identique (type de ménages, niveau de diplôme, catégorie socio professionnelle).
  - ❑ Réduction de 100 000 unités de la population en âge de travailler mais non occupée et ce par niveau de diplôme, en cohérence avec les emplois précédemment « créés » dans cette nouvelle distribution contrefactuelle.
  - ❑ Calcul d'une distribution contrefactuelle de revenus salariaux avec 100 000 emplois supplémentaires.
- ❑ **L'échantillon « repondéré » présente une structure de population comparable à celle de l'échantillon initial, à l'exception de son taux d'emploi par niveau de diplôme qui a été ainsi modifié.**

Créations d'emplois simulées par décile selon le type d'emploi créé



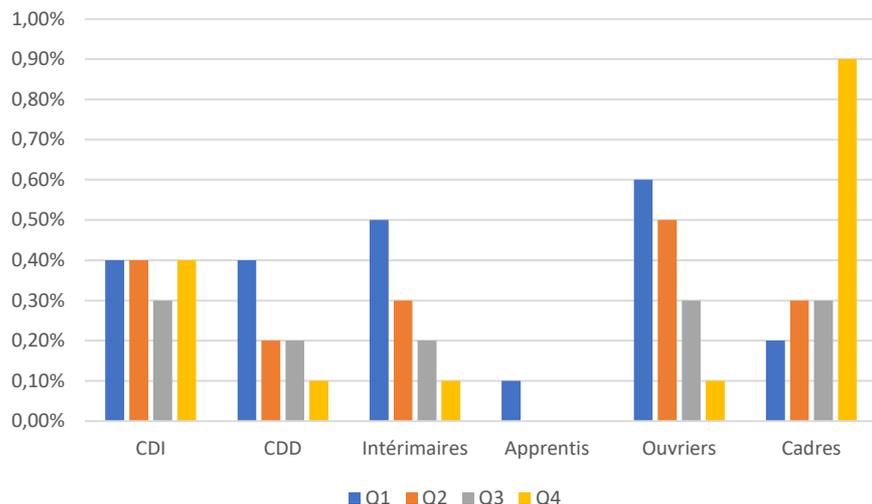
- ❑ **Sources** : Enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2017, Insee, calculs OFCE.
- ❑ **Champs** : France métropolitaine, ménages ordinaires non étudiants au niveau de vie positif.
- ❑ **Lecture** : La création de 100 000 emplois en CDI réduirait le nombre de chômeurs dans le premier quartile de niveau de vie de 10 700.
- ❑ **Impact très différent des créations d'emploi selon le type d'emploi créé.**
- ❑ **La création d'emplois temporaires (CDD, Intérim, Apprentis) ou peu qualifié (Ouvriers) impacterait fortement l'emploi dans le bas de la distribution.**
- ❑ **A contrario, la création d'emploi en CDI ou de cadre aurait, sans surprise, un impact important dans le haut de la distribution des niveaux de vie.**

Créations d'emplois simulées par décile selon le type d'emploi créé

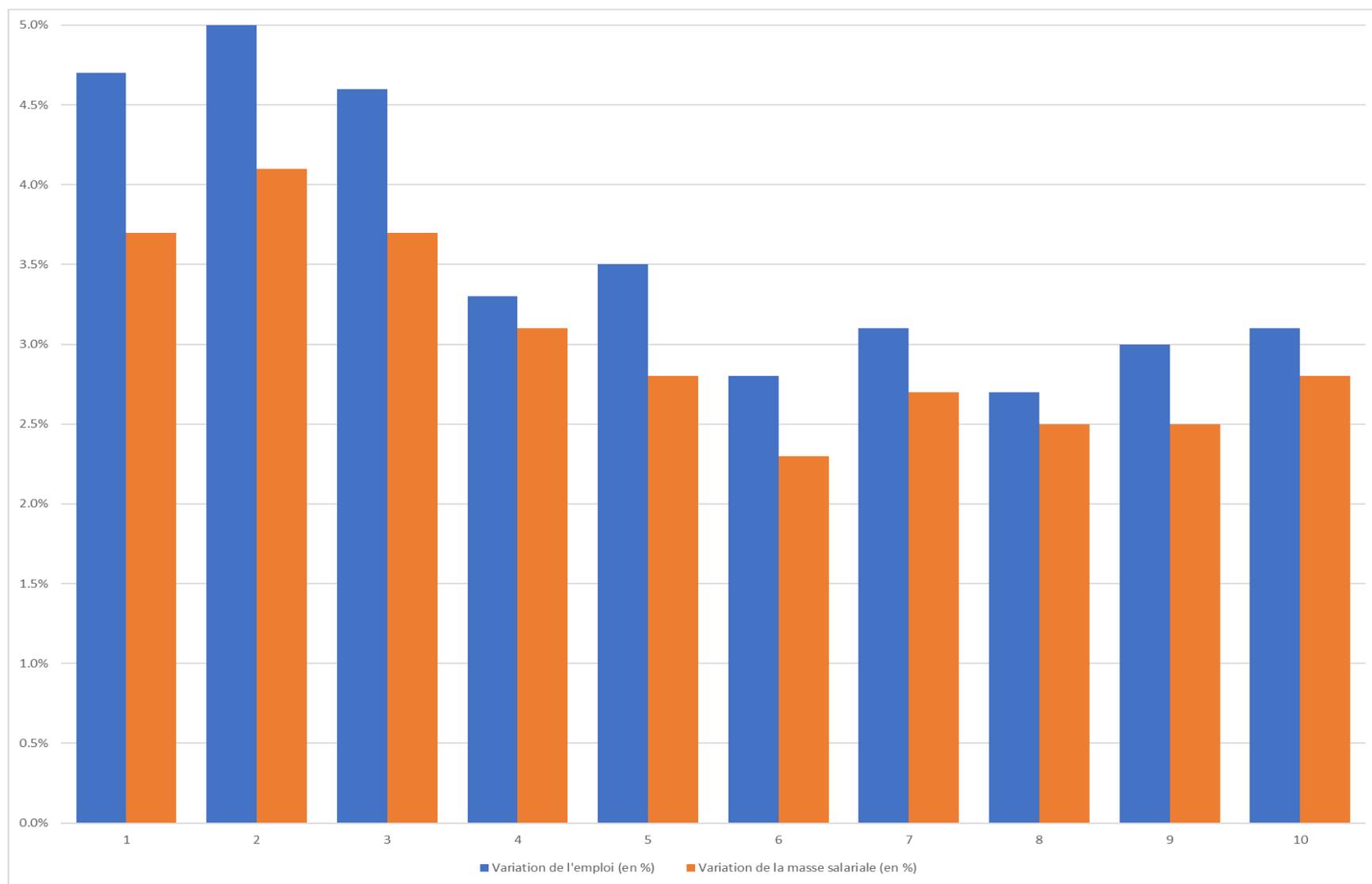


- ❑ **Sources** : Enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2017, Insee, calculs OFCE.
- ❑ **Champs** : France métropolitaine, ménages ordinaires non étudiants au niveau de vie positif.
- ❑ **Lecture** : La création de 100 000 emplois en CDI réduirait le nombre de chômeurs dans le premier quartile de niveau de vie de 10 700.
- ❑ **Impact très différent des créations d'emploi selon le type d'emploi créé.**
- ❑ **La création d'emplois temporaires (CDD, Intérim, Apprentis) ou peu qualifié (Ouvriers) impacterait fortement l'emploi dans le bas de la distribution.**
- ❑ **A contrario, la création d'emploi en CDI ou de cadre aurait, sans surprise, un impact important dans le haut de la distribution des niveaux de vie.**

Impact sur la masse salariale par décile selon le type d'emploi créé



- ❑ **Sources** : Enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2017, Insee, calculs OFCE.
- ❑ **Champs** : France métropolitaine, ménages ordinaires non étudiants au niveau de vie positif.
- ❑ **Lecture** : La création de 100 000 emplois en CDI accroîtrait la masse salariale de du premier quartile de 0,4%..
- ❑ **Impact très différent des créations d'emploi selon le type d'emploi créé.**
- ❑ **La création d'emplois temporaires (CDD, Intérim, Apprentis) ou peu qualifié (Ouvriers) impacterait fortement l'emploi dans le bas de la distribution.**
- ❑ **A contrario, la création d'emploi en CDI ou de cadre aurait, sans surprise, un impact important dans le haut de la distribution des niveaux de vie.**



**Sources :** Enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2017, Insee, calculs OFCE.

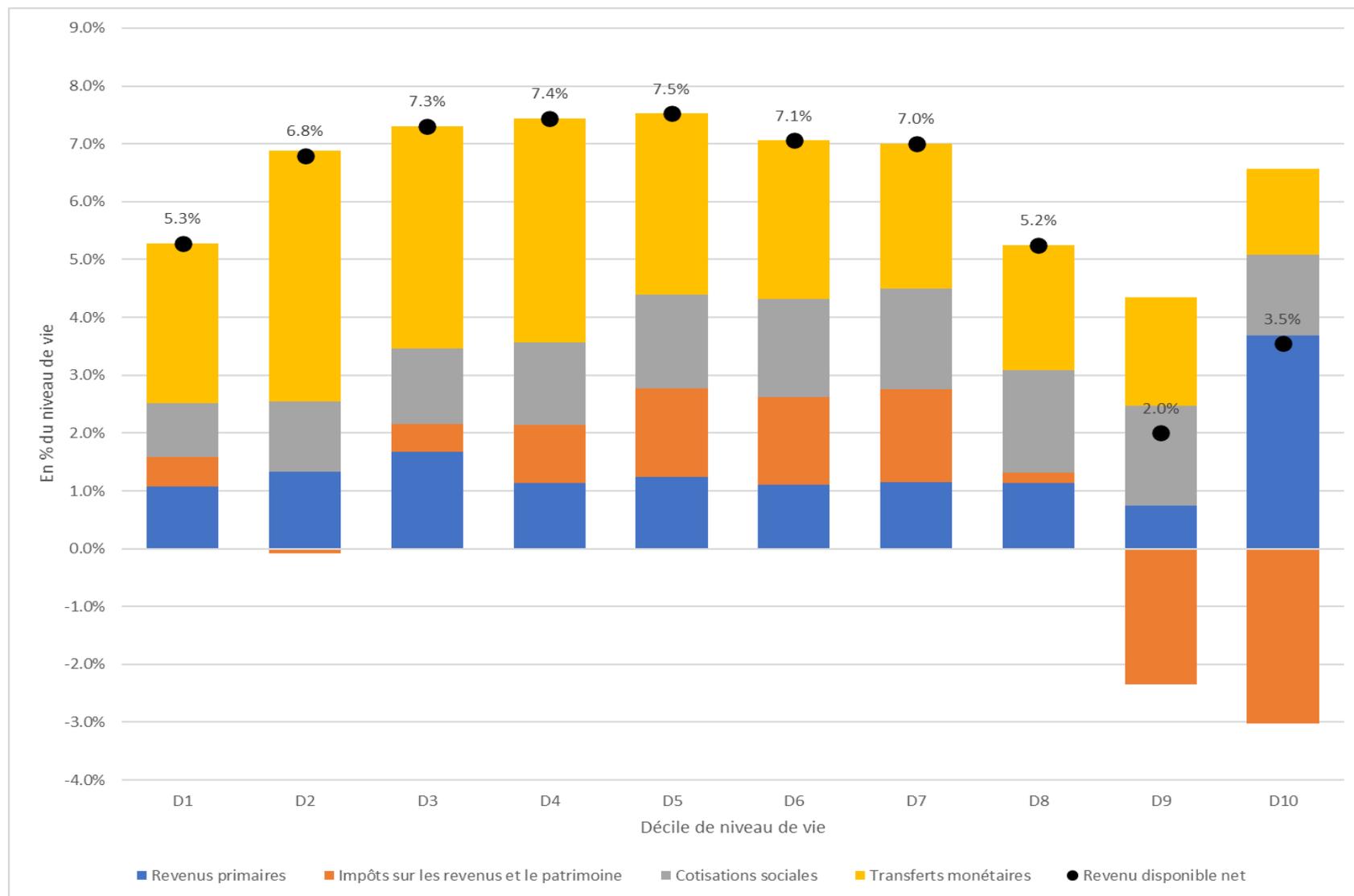
**Champs :** France métropolitaine, Ménages ordinaires non étudiants au niveau de vie positif.

**Lecture :** Selon nos estimations, les 4,7% de croissance de l'emploi dans le 1er dixième de niveau de vie de 2017 ont généré une augmentation de la masse salariale (Hors effet revalorisation des salaires) de ce dixième de 3,7%.

# Mesures socio-fiscales, évolution de l'emploi, quels effets sur les inégalités de niveau de vie ?

- ❑ **Objectif** : mesurer à quel point les dynamiques de l'emploi, des revenus du capital et des transferts sociaux et fiscaux, ont pu modifier la distribution des niveaux de vie
  
- ❑ **Méthodologie** (*inspirée des Comptes distribués publié par l'Insee dans Insee Méthodes n° 138 - février 2021*) :
  1. Reconstituer un compte de revenu des ménages par décile de niveau de vie pour 2017.
    - Nous y parvenons en mobilisant d'une part les données de la comptabilité nationale et d'autre part les données de l'enquête Revenus fiscaux et sociaux de l'Insee pour cette même année ainsi que celles issues du modèle *Ines*.
  
  2. Simuler, à partir des résultats explicités précédemment, un compte des ménages pour l'année 2021 :
    - la distribution des salaires est modifiée en mobilisant nos résultats simulés de l'impact des créations d'emplois sur la masse salariale versée par décile de niveau de vie ;
    - la distribution des revenus du capital est modifiée en mobilisant les données disponibles pour 2018 et intégrant donc la déformation de la structure de répartition de cette forme de revenu liée à la réforme de la fiscalité du capital ;
    - la distribution des impôts sur le revenu et le patrimoine est modifiée afin de prendre en compte les effets des réformes mises en place au cours du quinquennat (impôt sur le revenu, Prélèvement Forfaitaire Unique, Impôt sur la fortune, taxe d'habitation, heures supplémentaires, ...) ;
    - la distribution des cotisations sociales est modifiée en intégrant les effets de la bascule CSG / cotisations ainsi que la désocialisation des heures supplémentaires ;
    - la distribution des transferts monétaires est modifiée afin de prendre en compte les effets des réformes mises en place au cours du quinquennat (APL, RSA, Prime d'activité, AAH, ASPA, ...).

# Contribution à l'évolution du revenu disponible réel par unité de consommation par composante et par dixième estimé pour la période 2017 - 2021,

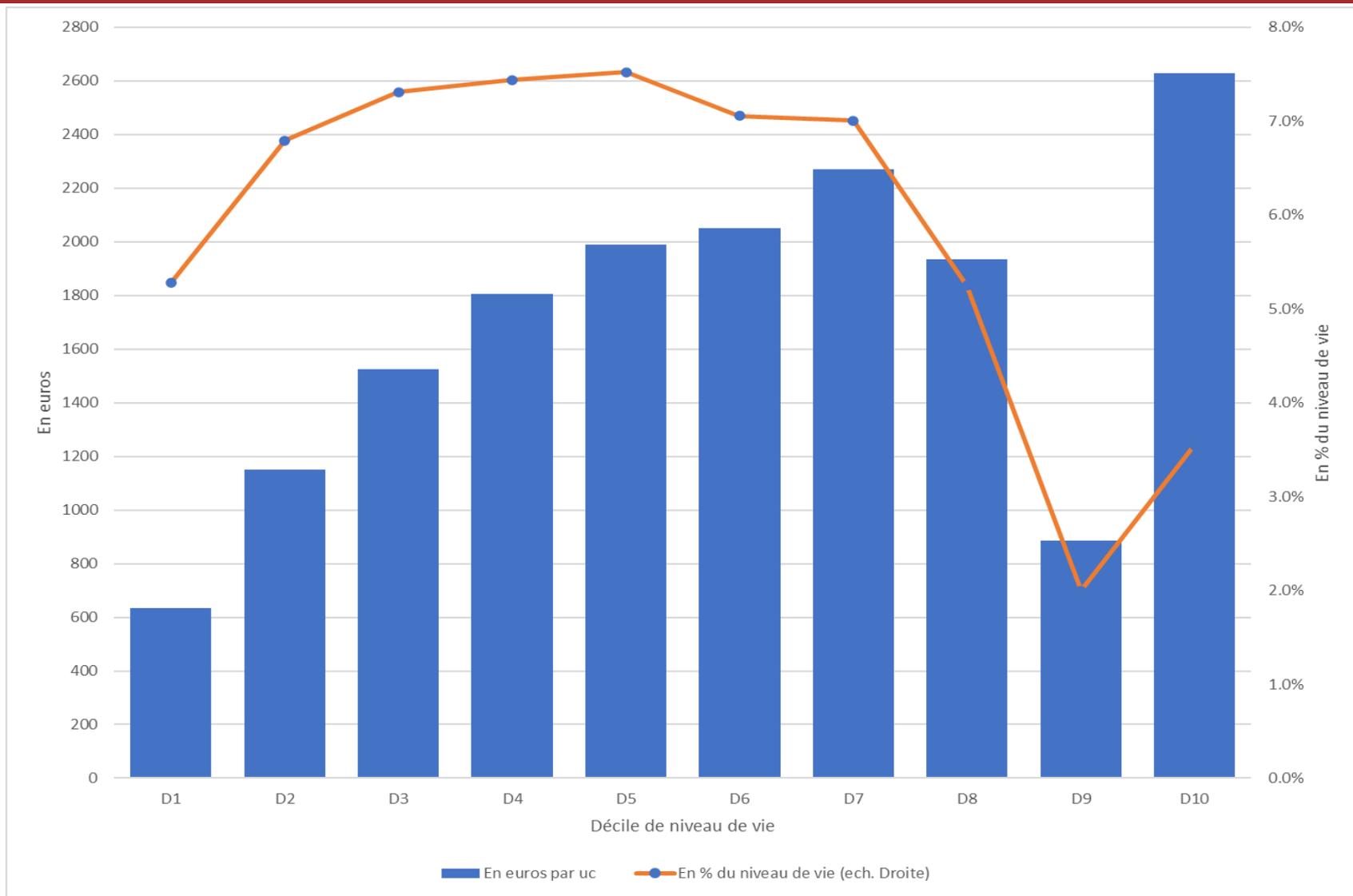


**Sources :** Enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2017, Insee, calculs OFCE.

**Champs :** France métropolitaine, Ménages ordinaires non étudiants au niveau de vie positif.

**Lecture :** Selon nos estimations, le revenu disponible net réel du premier dixième de niveau de vie de 2017 aurait augmenté de 6,3% entre 2017 et 2021 dont 0,5% serait expliqué par l'accroissement des revenus primaires (travail et capital).

# Evolution estimée du revenu disponible net réel par unité de consommation par dixième entre 2017 et 2021 ofce



**Sources :** Enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2017, Insee, calculs OFCE.

**Champs :** France métropolitaine, Ménages ordinaires non étudiants au niveau de vie positif.

**Lecture :** Selon nos estimations, le revenu disponible net réel du premier dixième de niveau de vie de 2017 aurait augmenté de 6,3% entre 2017 et 2021 soit 600 euros par unité de consommation sur la période 2017 - 2021.

## □ Avantages

- Cohérence micro/macro assurée par le compte des ménages :
  - L'exercice repose sur le fait de disposer des comptes détaillés des ménages au niveau macroéconomique
- Méthode permettant d'anticiper en partie les résultats publiés habituellement deux années après sur la base des Enquêtes Revenus Fiscaux et Sociaux de l'Insee
  - Les données définitives pour 2021 ne seront fournies qu'à la fin de l'année 2023 lors de la publication des ERFS 2021.

## □ Avantages

- Cohérence micro/macro assurée par le compte des ménages :
  - L'exercice repose sur le fait de disposer des comptes détaillés des ménages au niveau macroéconomique
- Méthode permettant d'anticiper en partie les résultats publiés habituellement deux années après sur la base des Enquêtes Revenus Fiscaux et Sociaux de l'Insee
  - Les données définitives pour 2021 ne seront fournies qu'à la fin de l'année 2023 lors de la publication des ERFS 2021.

## □ Limites

- **Il ne s'agit pas d'une prévision du pouvoir d'achat par décile.**
- Hypothèses fortes sur la stabilité de la structure de l'emploi sectoriel :
  - Part de l'emploi temporaire, de l'emploi à temps partiel, de l'emploi des femmes, de l'emploi par âge , ...
- Pas de prise en compte des évolutions de la structure démographiques :
  - Les évolutions démographiques (hausse de la part des ménages retraités en lien avec le vieillissement de la population et de celles des familles monoparentales et des personnes seules) ont contribué à la baisse du revenu moyen par ménage à hauteur de 1,1 % entre 2008 et 2016 (*France Portrait Social*, 2018).
- Pas de détails disponibles sur la ventilation par exemple des transferts sociaux dans les comptes trimestriels.
  - Possible déformation à eu lieu au sein des transferts fiscaux (plus de pensions de retraites en proportion par rapport aux allocations chômage) notamment en 2021 du fait des mesures d'urgence.
- Prise en compte partielle de l'inflation
  - Mobilisation du déflateur moyen de la consommation et non d'indice de prix par ménage.
- Champs d'analyse restreint au seul « Revenu disponible net réel »
  - Pas de prise en compte de l'évolution des dépenses contraintes ni du niveau de vie « élargi » (taxes indirectes, ...)

# 2021 : une année marquée par le retour de l'inflation

- ❑ **Objectif** : mesurer l'impact du choc inflationniste de 2021 sur le niveau de vie des ménages en tenant compte des dispositifs mis en place par le gouvernement.
  - ❑ **Indemnité inflation**: chèque de 100 euros pour les individus gagnant moins de 2000 euros (salariés, indépendants, bénéficiaires AAH et RSA...)
  - ❑ **Chèque énergie**: distribution exceptionnelle d'un supplément de 100 euros aux bénéficiaires du chèques énergie.
  
- ❑ **Méthodologie** :

Sources : Enquête Budget des Familles 2017, Indices de prix à la consommation, Comptes nationaux.

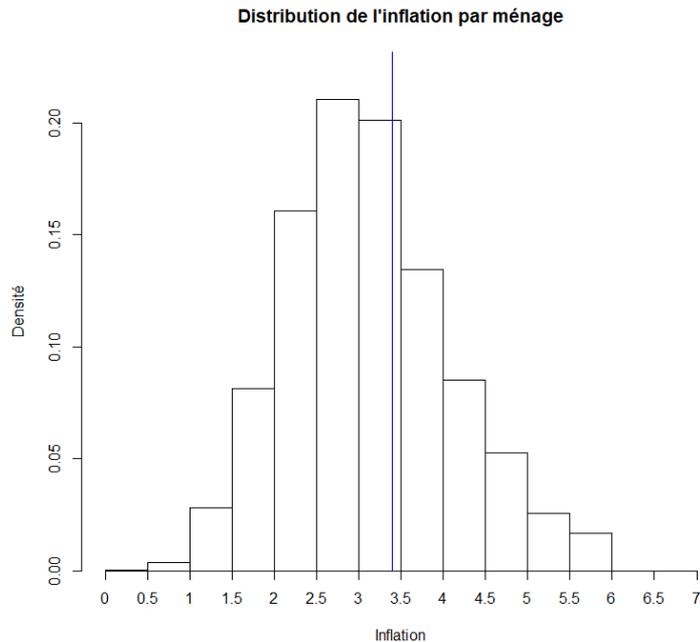
1. Mesure du renchérissement du panier des biens des ménages interrogés par BDF 2017.
  - 29 000 ménages interrogés
  - Nomenclature de 121 produits.
  
2. Simuler l'impact des deux dispositifs mentionnés ci-dessus
  
3. Comparer les pertes de pouvoir d'achat avec le ciblage des dispositifs.

### Evolution de l'IPCH (en glissement annuel)



Source :Eurostat (Dernier point: février 2022)

- **En moyenne**, un ménage interrogé par BDF 2017 aurait vu son panier de biens se renchérir de **3,4 %** sur an au mois de décembre 2021
  - 10 % des ménages auraient subi une hausse de prix de **1,8 %**...
  - ... mais 10 % des ménages auraient subi une hausse de prix de **5,3 %**



Taille de l'unité urbaine	Moyenne	Médiane
Rural	3.8	3.4
Unité urbaine hors AP	3.4	3.2
Agglomération de Paris	3.0	2.8

Situation par rapport à l'emploi PR	Moyenne	Médiane
Occupé en emploi	3.3	3.1
Chômeur	3.4	3.1
Retraité	3.7	3.4
Etudiant	2.5	2.2

## Effet du choc inflationniste de 2021 sur le pouvoir d'achat par dixième de niveau de vie

Dixième de niveau de vie	Référence : anticipation d'inflation macro			Référence : variation de l'inflation du ménage		
	% ménages surcompensés	% ménages souscompensés	Variation du niveau de vie (en %)	% ménages surcompensés	% ménages souscompensés	Variation du niveau de vie (en %)
1	71	29	<b>0,7</b>	67	33	<b>0,3</b>
2	58	42	<b>0,0</b>	57	43	<b>-0,4</b>
3	47	53	<b>-0,3</b>	47	53	<b>-0,6</b>
4	39	61	<b>-0,4</b>	41	59	<b>-0,8</b>
5	34	66	<b>-0,4</b>	39	61	<b>-0,8</b>
6	30	70	<b>-0,5</b>	34	66	<b>-0,9</b>
7	20	80	<b>-0,6</b>	26	74	<b>-1,0</b>
8	20	80	<b>-0,5</b>	28	73	<b>-0,9</b>
9	12	88	<b>-0,6</b>	22	78	<b>-0,9</b>
10	9	91	<b>-0,5</b>	16	84	<b>-0,8</b>
<b>Ensemble</b>	<b>34</b>	<b>66</b>	<b>-0,5</b>	<b>38</b>	<b>62</b>	<b>-0,8</b>

Source : calculs OFCE.

- ❑ En tenant compte de l'ensemble des évolutions de prix 2020-2021:
  - ❑ **Le panier de biens se serait renchéri « seulement » pour 40 % des ménages** sur l'ensemble de la crise sanitaire...
  - ❑ ... dont près de la moitié auraient été bien compensés par les dispositifs à l'œuvre
  - ❑ Tous les dixièmes de niveau de vie gagnent (en moyenne) du pouvoir d'achat
  - ❑ **16 % des ménages auraient subi des pertes de pouvoir d'achat en lien avec le choc d'inflation non anticipé**
  
- ❑ Un certain nombre de foyers sont **surexposés aux prix énergétiques** et nécessitent de mobiliser de dispositifs spécifiques tenant compte à la fois des ressources et de la structure de consommation:
  - ❑ Mise en œuvre très complexe.
  
- ❑ **Avec l'invasion de l'Ukraine, le sujet restera d'une grande actualité en 2022:**
  - ❑ Mobilisation de la méthodologie pour les chocs de 2022 à venir...

## □ Limites

- Les calculs reposent sur le panier de consommation déclaré en 2017. Entre temps les ménages ont pu ajuster leur panier de consommation en fonction des évolutions des prix relatifs et des évolutions démographiques
- Les revenus ont été vieilliss à l'aide de données de la comptabilité nationale agrégées.